

Halte à l'engrenage guerrier en Europe et à l'économie de guerre ! Pour une politique de paix !

Résolution du Conseil national du PCF – 23 novembre 2025

De l'Atlantique à l'Oural, on veut convaincre les peuples européens qu'ils sont au bord du précipice de la guerre généralisée alors même que les logiques capitalistes et impérialistes qui l'alimentent peuvent être combattues. Le PCF appelle à mettre en échec l'engrenage guerrier en cours et à agir pour la paix par la recherche de solutions politiques et diplomatiques. Il prendra de nouvelles initiatives politiques à cette fin dans les semaines et les mois qui viennent.

L'agression du régime capitaliste, autoritaire et expansionniste au pouvoir en Russie contre l'indépendance de l'Ukraine se poursuit. L'impérialisme états-unien, sous l'impulsion de l'administration Trump, concentre ses efforts contre la Chine, déléguant aux États-membres de l'Union européenne la confrontation avec la Russie. Dans chaque continent, il entretient des foyers de guerre et de tensions militaires. Il porte les logiques de prédation économique et de contrôle militaire des peuples. Les institutions internationales sont vidées de leur substance. Le plan Trump, qui propose la nécessaire fin des combats et un gel du conflit, ne peut être discuté sans le peuple ukrainien. Il correspond aussi aux intérêts impérialistes états-uniens pour prendre la main sur la reconstruction de l'Ukraine. Mais la réaction de la France et de l'UE va à contre sens. Au lieu d'agir pour la paix, elles s'enfoncent dans une surenchère belliciste irresponsable.

Sur tout notre continent, les provocations, réelles ou supposées, se multiplient. N'importe quel prétexte peut demain mener à une escalade sans retour et à la généralisation de la guerre en Europe. En France, toute entreprise agressive portée contre le territoire national ou contre la sécurité numérique et toute tentative d'ingérence, d'où qu'elles viennent, doivent trouver une réponse adéquate et proportionnée pour assurer la protection des citoyens et l'indépendance nationale. Cette réponse doit s'inscrire dans une perspective de paix, sans escalade militaire, et être placée sous le contrôle du Parlement, afin de ne pas demeurer à la discrétion du président de la République et de l'exécutif.

L'approche impérialiste des grandes puissances impliquées a délibérément ignoré les voies diplomatiques et les mécanismes de sécurité collective qui auraient pu prévenir le conflit. C'est une logique de guerre d'attrition, extrêmement meurtrière, qui est entretenue, alors qu'il n'y aura pas d'issue militaire à la guerre en Ukraine.

L'acharnement d'Emmanuel Macron à vouloir rester au pouvoir va de pair avec son acharnement à alimenter la guerre contre la Russie. Le président de la République a fait le choix d'engager le pays dans une logique de guerre, sans le moindre débat démocratique avec les citoyens et les citoyennes, et en laissant à l'écart leurs représentant·es, comme en témoigne encore récemment sa promesse de financement de 100 Rafales pour l'Ukraine. Quant aux propos martiaux du Chef d'état-major des armées Mandon au congrès de l'AMF, ils sont inacceptables, tant dans leur forme que dans leur contenu. Nous refusons « de perdre nos enfants » et nous portons au contraire un projet de société pour leur ouvrir un avenir de paix et de progrès. La jeunesse est l'une des solutions à la crise qu'affronte le pays !

L'Union européenne, dans sa logique capitaliste et de soumission aux intérêts états-uniens et à l'OTAN, a capitulé trois fois en quelques semaines face à Donald Trump qui, au service des intérêts impérialistes US, exige d'elle qu'elle s'engage activement dans la recomposition armée des rapports de force internationaux. Ses États-membres ont ainsi capitulé face à la guerre économique des classes dirigeantes US contre les peuples du monde, face aux intérêts de l'industrie de défense états-unienne, et face aux diktats otaniens consistant à faire passer les dépenses militaires à 5% des PIB. Les économies occidentales se réarment à un niveau sans précédent depuis la Guerre froide, faisant ainsi payer aux travailleurs européens le poids de l'économie de guerre. L'accord-cadre, passé entre l'UE et les États-Unis en juillet dernier, rentre dans cette logique guerrière avec l'obligation d'achat de 750 milliards de dollars d'hydrocarbures et d'armements US.

La crise économique dans laquelle s'enfoncent la France et l'Europe a beaucoup à voir avec cette guerre, dont le capital se sert pour sa survie. Il n'y a donc pas simplement une crise profonde de régime politique mais la crise renforcée d'un régime d'accumulation des profits, pour l'heure sous perfusion de l'État. Les classes dirigeantes européenne et française utilisent la guerre pour tenter de résoudre des contradictions qui vont croissantes, pour tétaniser les opinions, surexploiter les travailleur·euses et recomposer l'économie, ainsi que pour légitimer l'offensive qu'elles mènent contre les peuples. L'Union européenne et la majorité des gouvernements européens travaillent l'acceptation de l'idée de la guerre en Europe et engagent, ce faisant, la mise en place d'une économie de guerre en justifiant le renforcement des politiques d'austérité par l'augmentation irresponsable des dépenses militaires jusqu'à accepter un endettement public accru : report des très faibles objectifs sociaux de l'Union Européenne de lutte contre la pauvreté à 2050, annonces d'une brutalité sans précédent du gouvernement français...

Il est donc urgent de rompre l'engrenage. Des points d'appui existent en Europe, comme en témoigne le refus du gouvernement espagnol, auquel participent nos camarades du PCE et de IU, de suivre les surenchères militaristes des États-Unis et de l'Otan.

La France doit porter une voix indépendante pour la paix et la sécurité collective afin de contribuer à empêcher l'extension du conflit en Europe. Le PCF appelle :

- À rompre l'engrenage de la guerre et à prendre, en toute indépendance de l'OTAN, des États-Unis et des politiques de l'UE, une initiative de paix en Ukraine, en coordination avec les différents plans de paix déjà proposés, reposant sur l'autodétermination des populations concernées, assurant la souveraineté et la neutralité du pays sous garanties de sécurité de l'ONU et de l'OSCE, dans le respect de la sécurité collective des peuples. Les exigences d'un monde multipolaire hors des politiques de blocs et d'un autre ordre économique et financier mondial, portées entre autres au sein des BRICS, sont un point d'appui.
- À sortir du commandement intégré de l'OTAN, premier pas vers une sortie et une dissolution de l'OTAN dans le cadre d'une refondation d'un espace de sécurité collective en Europe, de l'Atlantique à l'Oural, sur la base des principes d'Helsinki. L'expansionnisme otanien vers l'Est, en violation des engagements pris en 1990, fait courir un très grave danger à la paix en Europe et à la sécurité collective de ses peuples. La période oblige donc plus que jamais à parler de paix, incluant la résolution de « la cause » des guerres dont celle de l'Ukraine qui révèle la

persistance de cette logique impérialiste. Ses causes profondes sont la chute du système sécuritaire européen du fait de l'expansion de l'OTAN vers l'Est, le non-respect des Accords de Minsk et le non-règlement de la guerre à l'Est de l'Ukraine depuis 2014. L'OTAN est une alliance militariste et corrompue qui menace la sécurité et l'indépendance des peuples européens et qui est structurellement le bras armé des Etats-Unis. Le PCF exige que la justice soit saisie au plus vite pour mettre fin aux magouilles, aux marchés publics truqués et à la vassalisation de nos finances publiques au service de l'OTAN. L'UE collabore en acceptant que les procédures d'enquête instruites par le FBI pour corruption active soient enterrées sur ordre de Trump au sein de l'OTAN. Les peuples européens, le peuple ukrainien et le peuple russe partagent un seul continent. Leurs intérêts pour la paix sont communs.

- À rompre avec la logique des « économies de guerre » et à engager les dépenses massives nécessaires pour les droits sociaux, les services publics, une nouvelle industrialisation et la transition écologique. Les efforts financiers et la création monétaire de la BCE doivent servir les intérêts des peuples, et non ceux du capital et des marchands de canon. Comme le « pacte pour l'avenir de la France » du PCF l'exige, un plan d'investissement et de dépenses de 500 milliards d'euros sur cinq ans est nécessaire.
- À refonder une politique de défense nationale et populaire, rompant avec un modèle industriel néolibéral et impérialiste fondé sur la vente à la découpe au plus offrant des industries stratégiques, sur l'exportation d'armes et sur les intérêts capitalistes. La politique de défense doit être concentrée sur les besoins stricts de la défense nationale autour d'un outil modernisé placé sous contrôle de la nation et sur la construction d'un pôle public industriel de défense en articulant les applications civiles et militaires. Le PCF condamne l'objectif otanien de porter les dépenses militaires à 5% des PIB. La France doit refuser de s'y soumettre et il est de la responsabilité de la gauche d'y opposer une autre logique, de paix, de justice sociale, de transition écologique. Alors que se déroule au Parlement le débat sur le budget pour 2026, et que le gouvernement Lecornu tente d'infliger une saignée aux dépenses publiques, à celles de la Sécurité sociale, à celles pour la coopération, aux dépenses écologiques et à celles des collectivités territoriales, les dépenses militaires doivent être révisées pour correspondre aux besoins stricts d'une défense nationale indépendante. Les négociations pour un désarmement nucléaire global et multilatéral doivent être relancées. La participation militaire française à l'Est de l'Europe et en Ukraine doit cesser. Au lieu de s'engager à la livraison d'armes, absurdes car au-delà des capacités concrètes de l'armée et de l'industrie, la France doit agir pour la paix et la sécurité collective en Europe.
- À l'opposé de l'engrenage guerrier et de l'économie de guerre, tendons la main aux pays du « Sud global » qui appellent à la rupture avec les politiques de bloc et avec l'hégémonie du dollar, à une refonte des institutions internationales, de l'ONU au FMI, en passant par l'OMC, pour un nouvel ordre du monde de paix, de coopérations et de respect des exigences de souveraineté, fondé sur le multilatéralisme, sur les principes de la Charte des Nations Unies et sur le respect du droit international.